

Acteurs, Espaces et Réseaux de l'industrie de la migration clandestine en Casamance(Sénégal)

Doudou D. GUEYE

Université AssaneSeck
Ziguinchor – Sénégal

Abstract

Over the last twodecades, there has been an increase in illegal migration by land and sea to destinations in southern Europe. This migration is made possible by a complex set of interlinked factors. These are the decision-making bodies (family, community, village, individual, etc.), the actors (smugglers, intermediaries, etc.) distributed differently according to the areas of migration (area of departure, transit and arrival). This article addresses the understanding of the clandestine migration phenomenon by deciphering and analyzing their respective roles in the clandestine migration process as well as the links maintained throughout the migration process. Who are they? Are they in relations of complementarity, competition or are they radically ignorant of each other? Clandestine migration, in its current form, then has the virtue of bringing together several actors who work to serve it. We will thus speak of a Migration Industry. This research is part of a multi-scale posture whose point of departure is the Kolda region in Senegal, passing through transit zones such as Agadez, Tripoli, etc. The research is based on a multidimensional approach, starting from the Kolda region in Senegal, passing through transit zones such as Agadez, Tripoli, etc.

Keywords: Actors, networks, irregular migration, space, Casamance

Introduction

Ces deux dernières décennies, on a assisté à une diversification des itinéraires de la migration clandestine du Sénégal vers l'Europe, en réponse à l'évolution du contexte politique et à l'émergence d'une industrie migratoire plus établie. Les trajets terrestres par le Mali, le Burkina Faso, le Niger et ensuite vers le Maroc ou la Libye sont tout aussi importants, sinon plus, que la route maritime via la Mauritanie vers l'Espagne. Dans cet article, on traite de la compréhension de ce phénomène migratoire clandestin par voie terrestre et maritime en décryptant et en analysant les rôles respectifs des différents acteurs qui sont dans le processus de la migration clandestine ainsi que les liens qu'ils entretiennent tout le long de la migration. Qui sont-ils ? Sont-ils en relations de complémentarité, de concurrence ou bien s'ignorent-ils radicalement ? Cette recherche est inscrite dans une posture multi échelle et a pour point de départ la Casamance au Sénégal en passant par les zones de transit du Niger, de la Libye et du Maroc et elle s'intéresse aux acteurs qui œuvrent pour servir la migration clandestine ou pour la desservir. On parlera ainsi d'une Industrie de la Migration.

Contexte de la migration en Casamance

La Casamance est une région au sud du Sénégal. Le Sénégal est un pays du Sahel qui a des frontières communes avec la Mauritanie au Nord, le Mali à l'Est, la Guinée Conakry et la Guinée-Bissau au Sud. La Gambie est une enclave sur plus de 300 km à l'intérieur du Sénégal. Cette position géographique fait du Sénégal une plaque tournante qui accueille les migrants de la sous-région tout en leur permettant de migrer vers les destinations internationales. Au cours des décennies 1980 et 1990, le champ d'émigration sénégalaise s'est considérablement élargi à d'autres espaces, affectant ainsi de nouveaux territoires dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud (Robin, 1996 ; Robin et al, 1999 ; Ndione et Lalou, 2004). Les destinations principales des émigrés sénégalais sont d'abord l'Europe occidentale (France, Italie, Espagne), l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Gambie, Côte d'Ivoire, Mali), l'Afrique Centrale (Gabon, Congo) et l'Afrique du Nord (Maroc). (RGPHAE, 2013).

La Casamance est située au sud du Sénégal et est composée administrativement de trois régions que sont la région de Ziguinchor, la région de Sedhiou et la région de Kolda. Ces trois régions ont la caractéristique d'être séparées du reste du Sénégal par la République de Gambie au nord et par la Guinée Conakry et la Guinée-Bissau au sud. La Casamance demeure un important centre de migration qui accueille des personnes en transit mais également un point d'origine pour les Sénégalais qui se rendent à l'étranger.

La Casamance possède d'énormes potentialités agro économiques, pour autant elle est restée très pauvre. Cela est dû à la crise sécuritaire que traverse la Casamance suite à un mouvement d'insurrection vieille de plus de trois décennies, portée par le Mouvement Démocratique des Forces de Casamance (MFDC) qui s'oppose à l'État du Sénégal. Ce conflit est très accentué dans l'ouest et le centre de la Casamance et est le plus ancien conflit de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Ses conséquences sont fâcheuses : abandon de villages, déplacement de populations, présence de mines dans les champs et les vergers, impacts négatifs sur l'agriculture et qui justifient l'émigration chez beaucoup de casamançais (Gueye, 2018).

Appelée le pays *Fuladou*, la région administrative de Kolda est composée en majorité de Peuls tandis que l'unité administrative de Sédhiou est peuplée principalement de *Mandingues* et de *Balantes*. La majorité des *diolas* se trouve dans l'entité administrative de Ziguinchor, à l'ouest. On compte également en Casamance des *Manjaags*, des *Wolofs*, des *Diakhantés* et des *Sarakolés* ou Soninké. La position de carrefour de Kolda en fait un creuset du commerce sous régional avec notamment le marché hebdomadaire international de Diaobé, les marchés de Mandat Douane, Médina Gounass, Saré Yoba, Pata, Médina Yoro Foulah, et Fafacourou.



Figure 1 : Carte de la zone d'étude. Division géographique de la direction des archives du Ministère des Affaires Étrangères, 2004.

La région de la Casamance combinée avec la région de Tambacounda à l'Est du Sénégal fournissent à elles seules presque 20% de l'émigration clandestine sénégalaise selon les données de l'OIM. D'ailleurs, en raison du grand nombre de personnes originaires de Kolda dans les différentes zones de transit du Mali, de l'Algérie, de la Libye et de la Tunisie, l'OIM a ouvert un bureau à Kolda et à Tambacounda. L'objectif déclaré de ces bureaux est d'aider à trouver des solutions pratiques aux "problèmes" de migration et de fournir une assistance humanitaire aux migrants dans le besoin, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, la proximité géographique de la région de Kolda avec la Guinée-Bissau, la Guinée Conakry et la Gambie offre à l'OIM un emplacement privilégié pour intervenir souvent dans les villages situés le long des frontières de ces pays.

La migration irrégulière est devenue la norme en Casamance en raison des difficultés d'obtention de visas pour l'Europe. Le chômage, la pauvreté, les conditions de vie difficiles des ménages, l'influence des immigrés revenus au pays et l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent des déterminants forts de l'émigration dans notre zone d'étude. Pour autant, il y a des facteurs subjectifs que sont le désir de nombreux jeunes de se réaliser socialement, car beaucoup d'hommes que nous avons interrogés ont dit qu'ils envisageaient d'émigrer pour améliorer la situation de leur famille. Au Sénégal, une coutume fortement ancrée voudrait que les fils soient socialisés pour entreprendre des sacrifices suprêmes pour le bien-être de leurs parents. De ce fait, ils cherchent à élever leur famille à un rang honorable. Mais, les conditions concrètes de l'environnement écologique et économique constituent une barrière à ces désirs. Ainsi, l'émigration est apportée comme une réponse pratique car elle est perçue dans les imaginaires populaires comme étant un phénomène « certain » qui permet de gagner de l'argent et ainsi transformer sa vie et celle de sa famille. Sont alors élaborées des stratégies migratoires qui sous-tendent les départs comme le montrent les travaux de D. Gueye, (1999) qui mettent en relief que face à des conditions de pauvreté sévères, plusieurs acteurs (familles, communautés, amis, etc...) se mobilisaient pour soutenir et rendre possible les ambitions migratoires des uns et des autres sous forme de prêt ou de don selon le degré des liens familiaux. A Ngom (2017), à partir d'une étude faite dans la région de Kolda sur le phénomène de la migration clandestine s'est intéressé à l'économie familiale et montre comment d'énormes efforts sont engagés par des familles rurales pour engager leurs enfants dans les chemins de la migration.

Globalement, on retiendra qu'au regard des conditions économiques de la zone des privations volontaires de biens sont nécessaires ainsi qu'une mise en commun des ressources de la famille pour aider le potentiel migrant à partir. Une fois que les conditions financières sont réunies pour la migration, interviennent d'autres acteurs qui essaient de la faciliter en contournant les lois établies. Ces acteurs sont répartis depuis l'espace de départ, les espaces de transit et les espaces d'accueil ou de destination finale.

Méthodologie

Pour éprouver cette étude sur l'industrie de la migration à partir de la région de la Casamance au Sénégal, partant d'une méthodologie qualitative, j'ai cherché à saisir les processus et les logiques d'action en œuvre dans l'industrie de la migration. Cette posture permettait à partir de la situation concrète des uns et des autres de mesurer leurs degrés d'implication, leurs rôles dans la prise des décisions, leurs pouvoirs de décisions et les individus éventuellement impliqués pour le voyage.

Cinq catégories d'acteurs tous en lien avec la migration ont été enquêtées. Pour chaque catégorie, les entretiens ont cherché à cerner un ensemble d'éléments susceptibles de nous renseigner sur le phénomène migratoire en général et plus spécifiquement sur des éléments nous permettant d'éclairer les pratiques des acteurs de la migration. Aussi, les représentations mentales et sociales qu'ont les acteurs du phénomène de la migration ont été saisies.

Les catégories d'acteurs interrogées sont dix-huit (18) potentiels migrants, ici ceux sont des individus inscrits dans une phase active de préparation d'un voyage pour partir en émigration. Les questions pour cette catégorie ont porté sur le projet migratoire et les investissements pratiques mis en œuvre pour faire aboutir l'émigration. Nous nous sommes aussi intéressés aux démarches administratives pré migratoires, les représentations et la place de la migration dans la famille et dans les communautés.

Les familles et ménages de migrants ont aussi été interrogés. Ils sont au nombre de douze (12) et sont des familles et ou des ménages dans lesquelles il y a au moins un ou plusieurs migrants. Le guide d'entretien a exploré l'importance quantitative (le nombre de migrants) et qualitative (transformations) de la migration dans la famille, le ménage et la communauté ainsi que les effets induit par la migration. Une observation minutieuse a été faite sur les types et la taille des familles et des ménages, les modes de production et de distribution des ressources, les conditions de vie, la situation urbaine ou rurale et l'existence d'association villageoise en lien avec des émigrés dans le village.

Les rapatriés et retournés volontaires de la migration ont aussi été enquêtés. Ils sont au nombre de vingt-six (26). Il s'agit ici des acteurs qui ont été rapatriés par des organisations internationales ou simplement des acteurs qui ont décidé eux-mêmes de revenir volontairement au pays. Cette catégorie a été interrogé sous forme de récit de vie avec la question ci : *Pouvez-vous nous raconter votre migration jusqu'à votre rapatriement/retour ?* Une attention particulière était cependant accordée aux conditions économiques préalables au voyage ainsi que les conditions financières lors du voyage et surtout à la situation dans les zones de transit, aux trajets en différents moments et les différentes situations ainsi qu'à la temporalité des événements dans les différents lieux.

La catégorie des passeurs et intermédiaires au nombre de six (6) a été interrogé sur l'activité en elle-même, sa structuration et ses logiques d'action. Comment s'établissent les relations et de quelle nature sont-elles entre le migrant et le passeur et l'intermédiaire ? Comment travaille un passeur, un intermédiaire, etc.

Quatre (4) interviews auprès des ONG et des structures administratives formelles ont été effectués et ont porté sur la constitution de ces structures, leurs modes de financements, les relations entretenues entre elles et les familles et ou ménages de migrants, voire même avec les migrants et les non migrants.

J'ai aussi exploité des enregistrements radiophoniques de sensibilisation contre la migration clandestine par voie maritime ou terrestre. Ces émissions sont diffusées par les radios communautaires et sont des indices de l'ampleur de la migration clandestine dans la zone d'étude.

La criminalisation de l'activité de passeurs par la loi a été ici le principal obstacle à ce travail. Très méfiants à notre égard, l'approche des passeurs et intermédiaires était très délicate. C'est par un effet boule de neige que nous avons pu progressivement rencontrer des passeurs et des intermédiaires. Aussi, il nous a fallu attendre en moyenne une dizaine de jours par passeurs après le premier contact pour avoir un rendez-vous. Il convient de noter aussi que deux (2) passeurs ont volontairement accepté de discuter à cœur ouvert avec l'équipe d'enquêteurs mais ont refusé tout enregistrement et prise de notes écrites. Concernant les potentiels migrants, une croyance populaire et les superstitions recommandent de ne jamais parler de son projet migratoire qu'avec des proches sinon on s'expose à un mauvais sort. Et, ces éléments ont fait que les potentiels migrants étaient également difficiles à approcher.

Industrie de la migration

Suite aux conditions difficiles d'accès à la « forteresse Europe », il s'est développée ces deux dernières décennies depuis les pays du sud une émigration dite clandestine par voie maritime ou terrestre, grâce à des acteurs situés à des niveaux spatiaux différents qui tous concourent à rendre possible cette migration. Il s'agit ici de nous intéresser à cette industrie de la migration clandestine et aux acteurs engagés dans le processus. Qui sont-ils ? Sont-ils en relations de complémentarité, de concurrence ou bien s'ignorent-ils radicalement ? Le migrant est-il placé à équidistance de ces acteurs ou au contraire est-il obligé de développer des types de rapports particuliers et privilégiés avec les uns et les autres ? Il s'agira donc de décrypter et d'analyser leurs rôles respectifs dans le processus migratoire ainsi que les liens entretenus.

Par acteur de l'industrie de la migration clandestine, j'entends désigner l'ensemble des individus et des institutions qui facilitent ou entravent la migration tout le long du parcours migratoire, depuis le départ du migrant jusqu'à son arrivée à destination. Une relation réciproque et particulière lie ces acteurs et le migrant car ils ont tous besoin du migrant pour pouvoir se mettre en activité et parallèlement, le migrant a besoin d'eux pour atteindre son objectif.

Concernant cette migration clandestine, Cross H.M (2009) se livre à une analyse des politiques mises en place par l'Union Européenne et montre comment les restrictions de ces politiques axées sur la sécurité ont renforcé l'inégalité entre l'Europe et l'Afrique, avec une aisance des premiers à se déplacer en Afrique alors que les seconds doivent remplir des critères de plus en plus prohibitifs pour entrer en Europe. Cette situation va créer un essor des mouvements migratoires clandestins et les États du sud de l'Union Européenne vont subir de fortes pressions migratoires clandestines à partir du Maroc ou de l'Atlantique. De 2506 personnes en 2002, passant à 19176 en 2003, dont 76,6 % de Sénégalais. Anderson R (2014) montre comment cette catégorie dite de migrants clandestins est une catégorie construite et surtout comment les patrouilles mixtes de polices de pays européens et africains comme le Sénégal ont la lourde tâche de détecter qui est migrant clandestin et qui ne l'est pas. La détection de l'illégalité des migrants passe par des signes et par le repérage de comportements jugés suspects.

A. Pian (2009) montre à propos de cette politique de l'Union Européenne que face à la délocalisation des contrôles européens qui empêchent les migrants de circuler légalement, ces aventuriers construisent leurs propres règles de voyage. La clandestinité qui conduit ces migrants vers l'Europe est appréhendée mentalement non pas comme un acte illégal ou illégitime, mais comme un acte légitime, se justifiant par la non-obtention de visa. Cette analyse est largement partagée par A. Ngom (2017) qui montre que les procédures de demande de visa entraînent des frustrations qui peuvent naître chez le candidat après plusieurs refus de demandes de visa. Ainsi, il choisit d'émigrer clandestinement, en empruntant les itinéraires terrestres ou maritimes. A. Ngom de rajouter que pour le migrant il est beaucoup plus simple de payer auprès de passeurs que d'attendre une réponse positive qu'il ne recevra jamais. E. Bouilly (2008) avait déjà à partir de Thiaroye-sur-Mer, une banlieue de Dakar au Sénégal, montré comment la migration clandestine, initialement soutenue par des femmes qui vendaient leurs parures sont revenues pour créer un collectif après que la mer ait englouti plus de 100 jeunes de cette banlieue. Gueye, D. et Deshingkar, P. (2019) de conclure que « *la criminalisation de l'activité n'a pas réussi à éliminer cette pratique... et des efforts doivent être faits pour ouvrir davantage de voie de migration légale et de circulation de main d'œuvre* ».

Malgré l'abondance des travaux et études faites autour de la problématique de la migration au Sénégal, il semble ne pas exister d'une manière spécifique des études axées exclusivement sur l'industrie de la migration clandestine au Sénégal. Tout au moins, lorsque l'on s'y intéresse, les études existantes mettent très souvent le focus sur le rôle des réseaux dans la facilitation de la migration. Les travaux d'A. Pian (2009) cependant abordent cette migration clandestine, notamment les lieux d'hébergement communautaires que dirigent les « Thiaman », véritables hommes d'affaires et acteurs passeurs de migrants vers l'Europe, via la méditerranée. A. Pian de montrer que les lieux d'hébergement peuvent accueillir des maliens, des gambiens, des guinéens et se singularisent par leur dénuement. Dans ces lieux de passage, les populations se recomposent et les rapports entre les migrants se caractérisent à la fois par « *des solidarités pragmatiques et des solidarités marchandisées* ».

Pour comprendre la composition de l'industrie de la migration et les rôles des différents acteurs étatiques et non étatiques dans la facilitation de la migration, la littérature vaste et diverse qui a mis en évidence le rôle des multiples acteurs non étatiques dans la facilitation de la migration (Gammeltoft et Sorensen, 2013 ; McCollum et Findlay, 2018 ; P. Deshingkar et al, 2018 ; Xiang et Lindquist 2014 et Wee et Yeoh, 2019 ; Cranston et al, 2017) a été utile. Aussi, les recherches qui ont examiné des fonctions particulières de l'industrie de la migration nous ont guidées. Il s'agit notamment du franchissement clandestin des frontières (Schapendonk, 2018 ; Zack et al, 2019), de la séduction des migrants (Spaan et Van Naerssen, 2018 ; Beech, 2018) et de la promotion de modes de vie glamour (Fekadu et al, 2019 ; Koh et Wissink, 2018, Cranston et al, 2017). Des recherches antérieures sur la migration clandestine par bateau au Sénégal montrant l'importance des connaissances indigènes des pêcheurs locaux sur les dangers de la mer et leur rôle dans la migration des pirogues vers l'Europe (Pastore et al 2006 ; Manzoni 2007 ; Carling 2007 ; Poeze 2010) ont été exploitées. Ces études sont en résonance avec nos recherches qui montrent que les courtiers et les passeurs culturellement intégrés sont essentiels à l'opération et qu'ils possèdent une compréhension des itinéraires et des techniques nécessaires pour passer les contrôles officiels dans plusieurs pays.

Globalement, on note l'existence d'un ensemble d'acteurs qui s'investissent dans les projets migratoires. Ces acteurs interviennent par des procédés divers et jouent des rôles différents. Parmi eux, sans être exhaustif, on peut citer la famille, les amis, les marabouts, les passeurs, les transporteurs, les rabatteurs, les kidnappeurs, les vendeurs, les structures étatiques formelles, les mouvements associatifs et les ONG.

Acteurs de l'industrie de la migration

Les acteurs de l'industrie de la migration peuvent être regroupés en deux catégories que sont les acteurs altruistes et les acteurs mercantilistes de la migration. Ces acteurs investissent les espaces de la migration différemment. Les acteurs altruistes fournissent des informations au potentiel migrant et sa famille. Leur engagement n'est pas rétribué alors que les acteurs mercantilistes tirent des bénéfices financiers dans l'activité migratoire en taxant financièrement leur engagement pour la réussite d'un projet migratoire.

IV.1. Les acteurs altruistes de la migration

Le migrant rapatrié, le migrant de retour volontaire ou encore le migrant en cours de route sont des acteurs altruistes de la migration. Ces derniers, forts d'une expérience migratoire antérieure ou d'une migration en cours ont réussi à capitaliser des connaissances dans la migration. En effet, grâce à leurs connaissances des routes de la migration, ils sont en mesure de jouer ce rôle d'informateurs tant sur les personnes à éviter lors du voyage ainsi que les personnes supposées être dignes de confiance en cours de route. Ils sont aussi capables de conseiller le migrant sur la manière de se comporter dans les postes de contrôles frontaliers, comme ils sont aussi capables d'indiquer des lieux d'hébergement dans les zones de transit, etc.

L'acteur altruiste peut aussi être un membre non migrant d'une famille quelconque avec migrant qui selon les occasions fournit un numéro de téléphone ou donne des informations à un potentiel migrant. Il promulgue ainsi des conseils à un potentiel migrant ou à sa famille sur la base d'informations reçues d'un membre de sa famille déjà parti en émigration clandestine. Dans souvent des cas, l'acteur altruiste est souvent sollicité par le potentiel migrant qui à chaque fois que c'est nécessaire, le contact dans l'objectif d'avoir des informations sur le voyage et les conditions du voyage. Ces acteurs altruistes de la migration aident et facilitent la migration d'un des leurs (amis, voisins, etc...) et n'attendent pas de contribution financière de leurs engagements. En réalité, ils donnent des informations sur la migration en fonction soit d'une situation de fait (comme le fait d'avoir un migrant dans sa famille) ou d'une expérience objectivement vécue (étant lui-même dans la situation).

Parmi les acteurs altruistes de la migration, on peut aussi citer aussi les radios communautaires qui développent des émissions de sensibilisation contre la migration clandestine. Ces émissions, souvent cofinancées par des bailleurs (ONG, OIM, et l'État du Sénégal) sont de véritables indicateurs de l'ampleur de la migration clandestine. Lorsque l'on s'intéresse à ces émissions, contrairement aux objectifs visés, il y a un détournement par la cible car elles servent beaucoup plus à la prise de l'information sur les meilleures stratégies à mettre en place pour éviter les dangers et les obstacles sur la route. C'est le cas de ce potentiel migrant du village de Ndorna dans la région de Kolda. En préparation de son voyage, il ne pense pas dans l'immédiat à se faire un passeport et il ne se pose pas de questions sur les démarches pour l'obtention du visa Schengen. Mais au contraire, chaque soir, il reste accroché à son poste radio à écouter les témoignages de migrants rapatriés de la route. Il relève attentivement les trajets, les noms des ghettos (lieux d'habitation provisoire des migrants en attendant une hypothétique traversée). Lui, et tant d'autres potentiels migrants rencontrés s'adonnent à cette pratique, montrant ainsi que le migrant est généralement inscrit dans une recherche active de prise de l'information avant le départ. Parfois, cette prise de l'information est faite par la famille du migrant, tous réunie autour du poste radio pour chercher à décrypter tel ou tel autre témoignage de migrant de retour. Impliqué pour le voyage de son fils, ce père d'une famille de dix-sept personnes (17), qui après deux ans d'efforts pour réunir l'argent nécessaire au voyage s'est lancé dans une recherche active d'informations et les témoignages radio diffusés l'ont aidé à avoir certaines informations utiles. A la question sur l'utilité des émissions radiophoniques de sensibilisation contre la migration clandestine, il répond :

« Oui, d'abord ça été utile pour moi-même car lorsqu'il a discuté pour la première fois de son projet de migrer pour nous soutenir, j'ai commencé aussi à écouter les émissions sur la migration à la radio communautaire. Un jour, il y a un monsieur qui a été invité et c'est un migrant qui est revenu, c'est le gouvernement qui l'a amené parce qu'il était en prison en Libye. Ce jour-là, après l'émission, j'ai compris que sur la route il y a des intermédiaires, des chauffeurs, des policiers, des points de passage. ... ».

Ces émissions radiophoniques révèlent que le dispositif préventif mis en place pour décourager les potentiels migrants de la voie clandestine est détourné de son objectif. Au contraire, le potentiel migrant ainsi que sa famille s'en servent avec pour effet de voir quels doivent être les stratégies et moyens à mettre en place pour contourner les difficultés issues des témoignages de migrants de retour ou rapatriés. Les supports des émissions radiophoniques remplissent ici les mêmes rôles que remplissent les acteurs altruistes de la migration, elles fournissent des informations sur le trajet, les difficultés, donnent des noms de passeurs, d'intermédiaires, des lieux, etc. On fait ici l'hypothèse que c'est lorsque le potentiel migrant ou sa famille n'ont pas d'autres sources d'informations à portée, qu'ils se servent de ces émissions.

IV.2. Les acteurs mercantilistes de la migration

Lorsque l'on aborde les acteurs de l'industrie de la migration, on a tendance à oublier les agences qui œuvrent pour la migration légale comme les agences de placement.

De nos jours, apparaissent un peu partout notamment dans l'espace francophone des agences spécialisées dans la facilitation de voyage. On les appellera les facilitateurs « cols blancs » de la migration. Les étudiants sont généralement les principaux clients de ces facilitateurs pour les séjours d'études. C'est le cas de cet élève âgé de 23 ans et qui prépare son bac pour la deuxième fois. Il souhaite sortir du pays en cas de réussite au baccalauréat. Il a déjà eu des entretiens avec une agence basée à Dakar, il nous explique :

« Je pense que mes diplômes et mes notes vont me faciliter le projet. Actuellement, je suis avec une société marketing nommée A.O.Q.I qui m'aide à réaliser mon projet migratoire. Parce qu'elle a déjà aidé des gens à partir. Elle me montre les voies pour rendre mon projet effectif. »

Les agences de ce type élaborent des stratégies pour le migrant, notamment lors de la constitution du dossier, en restant attentives aux pièces administratives à fournir. Certaines agences peuvent même aller jusqu'à la préparation psychologique du migrant, en simulant des entretiens avec le potentiel migrant pour le préparer aux rendez-vous consulaires. En effet, les représentations consulaires mènent des entretiens avant la délivrance du visa. Ces entretiens, de l'aveu des postulants sont de plus en plus pointus. De ce fait, les candidats au voyage s'approchent de facilitateurs comme les agences précitées afin d'optimiser leur chance d'obtention du visa.

Au niveau des zones de départ, des zones de transit et des zones d'accueil, les intermédiaires jouent le rôle de facilitateurs de la migration. Selon les cas, ils peuvent être approchés par des familles de potentiels migrants ou par le potentiel migrant lui-même, suite à une information sur leurs activités de facilitateurs, donnée préalablement par un acteur altruiste. Dans la plupart des cas, l'intermédiaire a eu à être un migrant et il a une connaissance de la route ou plutôt des routes de la migration clandestine. Il détient une expérience migratoire et se met en contact avec des migrants déjà établis dans des lieux de transit pour exercer son activité. Âgé de 35 ans, cet intermédiaire explique :

« Je suis intermédiaire, car j'avais un ami d'enfance qui est en Libye et c'est lui qui m'a mis dans cette activité parce que j'ai migré deux fois mais ce n'était pas ma chance. L'OMI m'a rapatrié et j'ai subi l'esclavage après la mort de Khadafi et alors lorsque je suis revenu, mon ami qui est resté là-bas a compris comment se faire de l'argent sans se fatiguer avec les migrants. Il a eu une cargaison de migrants qui devait quitter un samedi soir à Tambacounda pour Agadez, il m'a demandé de cordonner le voyage en toute discrétion avec ses voyageurs. Je l'ai fait et ils m'ont envoyé l'argent avant le jour du départ et il m'a mis en rapport avec un chauffeur de bus avec qui j'ai négocié le transport jusqu'à Agadez. C'est comme ça que je suis devenu « coxeur ».

Outre la coordination du voyage, l'intermédiaire a aussi pour rôle de mettre le migrant clandestin dans un dispositif psychologique rassurant. Avoir un intermédiaire dès le début du voyage concourt à rassurer le migrant clandestin. L'intermédiaire est rétribué par le passeur de l'autre côté, qui dans bien des cas lui envoie de l'argent pour préparer le voyage des migrants mais aussi pour se payer. Dans d'autres cas, lorsque des relations de confiance avancées sont établies avec le passeur, l'intermédiaire peut encaisser l'argent au niveau de la zone de départ ou de transit. Il paye le chauffeur et lui indique les destinations des uns et des autres.

L'intermédiaire peut aussi être un connecteur. On l'appellera l'intermédiaire-connecteur. Dans ce cas, il détient des papiers légaux dans le pays de transit et qui peut procéder à des opérations bancaires pour aider un migrant clandestin sans papier à faire des opérations telles qu'une opération bancaire. Aussi, en des moments, il peut déboursier de l'argent sur place (pays de transit) pour le migrant illégal et se fait rembourser au pays de départ. Pour cela, il suffit qu'il ait un répondant à qui l'argent sera remis au pays d'origine par la famille du migrant. 55 ans, de sexe masculin et cultivateur de profession, cet intermédiaire-connecteur explique que grâce à la capacité de lecture de l'environnement social et économique de son frère installé en Libye, il est devenu connecteur.

« Mon frère a vu que les migrants pour obtenir de l'argent c'est tout à fait des difficultés. Aussi, il a vu que les migrants souffrent beaucoup sur la route et ces migrants une fois arrivés en Libye, ils ne peuvent pas recevoir leur argent qu'on leur envoie par les banques. C'est parce que le gouvernement Libyen ne permet pas aux migrants de recevoir et d'envoyer de l'argent par banque et leur argent ne sort pas du pays. Pour obtenir et transférer d'argent en Libye, seule est possible que la connexion. ».

L'extension des activités liées à l'industrie de la migration ainsi que leur développement sont des résultats de la capacité des migrants à pouvoir décrypter leur environnement social.

L'intermédiaire travaille aussi avec des « coxeurs » que l'on retrouve au niveau des gares routières. Ces derniers sont en quelque sorte des rabatteurs de clients (ici les migrants). Dans la pratique, le coxeur est celui qui est toujours à côté du migrant et ceci durera tant que le migrant a de l'argent avec lui. Ensuite, il disparaît lorsque ce dernier n'a plus d'argent pour aller se remettre à côté d'un autre migrant qui a de l'argent ou tout au moins qui accepte de déboursier. Il est généralement un acteur de coups bas et rares sont les migrants qui font des éloges du coxeur. Rapatrié, âgé de 19 ans, ce jeune décrit le coxeur en ces termes :

« Ils n'aident aucun migrant, si le migrant a de l'argent, ils font affaire avec lui si tel n'est pas le cas ils ne vont pas t'aider pour que tu sors de la situation...Le comportement est basé sur l'argent, si le migrant a de l'argent le coxeur le considère comme son propre frère, il fait tout pour lui et au cas contraire il vous fuit comme des bêtes sauvages si tu n'as plus d'argent. »

Certains coxeurs peuvent être des migrants qui ont échoué dans des zones de transit et se sont convertis dans l'activité pour pouvoir subvenir à leur besoin. Ainsi, ils travaillent à repérer des migrants surtout ceux avec qui ils partagent la même nationalité pour les orienter vers un intermédiaire ou vers un ghetto. Le coxeur peut aussi être quelqu'un du pays, c'est-à-dire un non migrant et qui exerce cette activité.

De par son activité professionnelle, le chauffeur a pour mission de convoier les voyageurs y compris les migrants en partance. Il a une connaissance de la route et parfois peut être lié d'amitiés avec des policiers et des gardes frontalières au niveau des espaces d'entrées dans les pays. Dans certains cas, il peut intercéder directement auprès d'une autorité frontalière pour négocier le passage de tel ou tel migrant. Dans les zones de transit, les chauffeurs connaissent et travaillent généralement avec les gestionnaires des ghettos (lieu d'hébergement des migrants clandestins) chez qui sont déposés des migrants moyennant un intéressement financier. Il peut aussi dans des cas se muer en intermédiaire lorsqu'il propose au migrant un ghetto ou bien lorsqu'il lui recommande un passeur devant lui faciliter la traversée. Dans ces cas, le chauffeur reçoit également un intéressement du passeur. Certains passeurs ont réussi à fidéliser des chauffeurs avec lesquels ils travaillent. Ceci explique pourquoi des migrants clandestins peuvent être retenus dans des zones de transit en attendant l'arrivée d'un chauffeur qui a l'habitude de travailler avec tel passeur ou tel intermédiaire.

Le passeur est par excellence un capitaine de l'industrie de la migration et il tire de larges bénéfices de l'activité. Les parcours des passeurs sont presque partout identiques. Migrant au départ, ils se sont retrouvés coincés dans les zones de transit. Ne pouvant ni continuer leur voyage et refusant de rebrousser chemin, ils vont s'investir dans l'activité et faire en sorte que l'infortune du migrant soit leur fortune. Ainsi, ils mettent en place leur réseau qu'ils vont connecter avec d'autres réseaux migratoires. Certains d'entre eux se donnent le maximum de chance pour réussir leur activité de passeur en cherchant à parler la langue du pays de leur zone de transit comme le Haoussa, le Tamaleck, etc. Parfois, ils se marient dans ces zones de transit avec des femmes du terroir. Sachant l'activité criminalisée, le passeur travaille en recrutant un réseau de personnes actives. Âgé de 40 ans, ce passeur était dans l'activité de 2003 à 2014. Il a décidé d'arrêter suite à des remords, car il considère l'activité de passeur comme une « activité satanique » et selon lui, c'est ce qui explique la possibilité de faire fortune très vite. Il explique que devenir passeur est très compliqué :

« Ha c'est très compliqué. Comment j'étais devenu un passeur ? je vais essayer de vous expliquer un peu comment j'étais devenu un passeur. J'avais quitté Kolda en 2001 et mon ambition s'était de partir en Espagne. Lorsque j'avais pris départ, je me rappelle c'était le 18 Avril 2001. J'étais passé par le Mali, le Burkina, le Niger, l'Algérie puis le Maroc. C'est au Maroc que j'avais commencé à mener cette activité de passeur. Mais cela était possible grâce à un ancien migrant que j'avais trouvé au Maroc dont le nom est I. M qui était un passeur et jouait la médiation entre Maroc et Espagne à travers les Pirogues qui permettaient d'embarquer les migrants pour l'Espagne. C'était ainsi qu'il m'avait impliqué son business. Et dès que j'avais commencé cette activité, je gagnais parfois 500000 Francs par mois. C'était à partir de ce moment que j'avais décidé de ne plus continuer mon voyage pour l'Espagne. Voilà comment j'étais devenu un passeur.

Si satanique que ce soit, certains passeurs prennent leur activité très au sérieux et font des investigations pour s'entourer d'intermédiaires fiables et de confiance avec qui travailler. En ce sens, ils disent être dans des réseaux « honnêtes ». Il y va de leur crédibilité d'être dans des réseaux « honnêtes » et ceci à priori peut leur permettre d'avoir d'autres potentiels clients et ainsi gagner la confiance des uns et des autres, tout en emmagasinant un capital de sympathies des leurs. Parlant de son frère qui est passeur, cet intermédiaire nous explique :

« Il (son frère) est parti depuis plus de 10 ans, il a beaucoup aidé des gens qui étaient dans des difficultés. Il a rendu des services et c'est cela qui lui a valu aujourd'hui une forme de reconnaissance. D'ailleurs, certaines familles sont rassurées lorsqu'ils savent que mon frère assiste leur migrant. Même s'ils n'ont pas la garantie que le migrant va traverser la mer, elles sont rassurées. En réalité, si on n'était pas corrects avec les gens, on n'aurait pas eu cette forme de reconnaissance. Lorsque le migrant est bloqué, on peut lui faire la connexion et mon frère demande au migrant d'appeler pour confirmer qu'il a reçu l'argent.... Beaucoup de personnes sur la route sont des trompeurs. Ce n'est pas tous. Nos migrants sont orientés vers des gens avec lesquels mon frère a des relations. Eux aussi travaillent avec mon frère en lui confiant des migrants. Il y a donc une confiance entre mon frère et eux. Mais je ne les connais pas. »

L'activité des passeurs renferme des effets bénéfiques pour certains migrants comme soutenu dans cet extrait d'entretien. En effet, grâce à l'intermédiation de ces derniers des migrants peuvent en des moments se sentir en sécurité relative et parviennent à éviter certaines tracasseries policières.

Souvent en connivence avec les passeurs et les chauffeurs, le policier présent le long du trajet a des revenus supplémentaires illégaux grâce à la perversion de son activité. Dans les zones de transit, il est celui qui sait mettre des stratégies pour « réinventer » une loi, juste pour soutirer de l'argent alors que dans les zones conflictuelles comme en Libye, il est souvent cité dans les récits comme complice dans des pratiques douteuses comme les kidnappings, les demander de rançons, etc.

Espace et Structuration du réseau

Il existe une structuration de ces différents acteurs, notamment ceux identifiés comme acteurs mercantilistes de la migration clandestine en réseau, entendu comme un ensemble de personnes, d'associations, d'établissements, d'organismes ou d'entités sociales qui ont le même objectif et qui sont en relation pour agir ensemble. Comment alors le réseau des acteurs de la migration clandestine est structuré ? Bien qu'ils travaillent en complémentarité, les membres du réseau ne se connaissent pas tous. Âgé de 34 ans¹, ce menuisier est devenu intermédiaire grâce à son grand frère qui se trouve coincé en Libye et qui ne peut continuer son voyage. Il vit à Tambacounda, une ville du Sénégal proche de la frontière avec le Mali et est intermédiaire depuis l'année 2012. Dans son récit, on apprend qu'il y a plusieurs manières de devenir intermédiaires. Il y a une manière dont on dira active, dans ce cas l'intermédiaire lui-même a été migrant soit de retour ou bien un migrant coincé dans une zone de transit et se trouvant dans l'incapacité de continuer son voyage. Il capitalise ainsi cette expérience pour le marchandiser auprès d'individus qui ont besoin d'un service dans la migration :

« Mais la plupart d'entre nous, surtout ceux qui sont au niveau de la frontière en l'occurrence la Libye et le Maroc sont devenus intermédiaire suite à plusieurs tentatives de voyages sans issue, sans espoir et sans argent. Face à cette situation, ils décident donc de rester pour mener cette activité dans la mesure où ils reçoivent souvent des appels venant des pays de départ pour des informations et autres. Par exemple, c'est le cas de mon grand frère (Moussa) qui est en Libye »

Le seul fait d'être migrant quelque part dans le chemin de la migration ne suffit pas à faire d'un individu un intermédiaire ou un passeur. En effet, cette activité est un business et répond à certaines logiques structurantes, telle que l'opacité de l'organisation, l'anonymat des membres du réseau et la méfiance vis-à-vis des autres à cause de la criminalisation de l'activité par les lois.

Sachant son activité est de faire traverser des migrants d'une manière clandestine, le passeur s'entoure d'intermédiaires depuis l'espace de départ et les espaces de transit le long de la route. En effet, ne pouvant être ici et là-bas en même temps, le passeur va s'appuyer sur des individus qui sont les intermédiaires pour lancer son business. « Ainsi, pour élargir son champ de connaissance, il cherche des représentants dans son pays d'origine pour faciliter le travail lié à la recherche de migrant », nous rappelle un intermédiaire. Lorsqu'il cherche un représentant dans son pays, il le cherche souvent autour d'individus de confiance qui ont déjà émigré. Cependant, il peut arriver aussi qu'il choisit un individu qui n'a jamais voyagé pour cette activité. C'est le cas de cet intermédiaire de la migration de 34 ans, évoqué supra. Il n'a jamais été en migration mais s'est retrouvé précipité dans l'activité par son frère qui déjà était bloqué en Libye. Bien qu'il ne soit jamais parti en émigration, cet intermédiaire est capable de relater jusque dans les détails les moindres précisions de l'organisation du réseau. C'est comme s'il a subi une socialisation spécifique de l'organisation des réseaux de praticiens de la migration clandestine. D'ailleurs, il se déclare lui-même comme étant un membre du réseau et travaille avec les autres intermédiaires qui constituent le réseau.

Ces intermédiaires pour pouvoir fournir des migrants au passeur s'appuient très souvent sur des coxeurs dans différents espaces de transit, dans les postes de contrôles de police, voire même depuis les espaces de départ. Il peut y avoir des moments où le potentiel migrant réussit à avoir le numéro du passeur situé en Libye ou au Maroc. Dans ce cas, ce dernier lui renvoie vers son intermédiaire situé dans sa zone originelle de départ afin qu'il traite directement avec lui.

L'exploitation des entretiens montre que le contact avec le migrant se fait généralement par connaissance, par des opportunités comme lors de discussions entre amis « ...On peut aussi les connaître à travers des discussions dans lesquelles ils (potentiel migrant) expriment son souhait de voyager, c'est de là qu'on entre en contact dans le but de débrousser la voie, en appelant l'intermédiaire de l'autre localité avant son départ. Et, ce dernier donne des directives que le migrant doit strictement respecter pour son propre intérêt sinon il pourra tout faire foirer. »

Une fois que l'intermédiaire procède à la mise en route du migrant, il ne s'occupe plus de sa situation. C'est au migrant de suivre les consignes données jusqu'à son arrivée vers un autre point où il sera pris en charge par un autre intermédiaire. Les rares cas où le migrant est suivi jusqu'à destination, c'est lorsqu'entre le migrant et l'intermédiaire existent certains liens comme l'amitié, les liens familiaux, etc.

¹ Cet intermédiaire a refusé l'enregistrement lors de l'entretien. On a ainsi privilégié une prise de note.

En parallèle des intermédiaires, il y a des chauffeurs qui sont chargés de transporter les migrants dans des ghettos. Ces ghettos sont appelés aussi des « tranquilles » et on attribue à chaque « tranquille » le nom du chef, chargé de la gestion, nous dit cet enquêté :

« C'est une localité abandonnée dans la forêt, c'est-à-dire des bâtiments abandonnés qu'on appelle tranquille et chaque réseau à sa zone d'accueil qu'on appelle tranquille. Et pour faire la différenciation, on peut dire tranquille de Diakité ou tranquille de Touré ou tranquille de Diombera etc... Et, ce sont des taxis mafia qui déposent les gens là-bas, qui la plupart sont des vieux cars, ils ne sont pas contrôlés le plus souvent, c'est des gens qui maîtrisent aussi la ville et les routes afin de contourner la police. Mais il faut savoir que dans ces tranquilles chaque pays à sa place. En d'autres termes, on ne mélange pas ensemble les nationalités. Il y a les guinéens à part, les sénégalais à part, et aussi les femmes à part et qui sont souvent avec les représentants des coxeurs ».

Comme l'indique le terme « tranquille », ces endroits sont supposés être des endroits de quiétude dans lesquels il est nécessaire de ne pas attirer l'attention de la police. Après tout, lorsque l'on occupe un endroit sans autorisation on ne doit pas attirer l'attention des autorités, notamment la police. Paradoxalement, cette même police connaît l'existence de ces « tranquilles » mais n'intervient pas pour les disperser. On fait ici l'hypothèse que la police, en tant qu'institution actrice de l'industrie de la migration trouve un intérêt à l'existence de ces tranquilles.

Pour prévenir toutes histoires dans les tranquilles, il est mis en place des règles et une organisation. On a les chefs, qui sont des représentants des différentes nationalités que comptent le tranquille ou le ghetto. Généralement, ils sont chargés de faire régner l'ordre dans le groupe ou la nationalité en question et éviter qu'il ait des batailles entre nationalités. L'ordre apparaît très important car tant que les tranquilles sont calmes, on peut espérer que la police n'y interviendra pas et de ce fait les chefs peuvent se livrer calmement à leurs activités. Un rapatrié raconte : *« Les chefs ne sont pas avec eux (les migrants), ils sont entre eux. Eux, les chefs, ils vont se débrouiller pour préparer à trouver de la nourriture et aussi faire des sacrifices afin que leur voyage se déroule sans complication. « Sarakhes » (offrandes) en wolof. »*

Ces chefs de différentes nationalités ont un supérieur qu'on appelle le chef. En réalité, c'est le convoyeur/passeur. Ce dernier semble être au sommet de la pyramide et à lui de trouver des embarcations et potentiellement des canonnières ou des piroguiers pour faire traverser les migrants de l'autre côté. Cet intermédiaire de nous expliquer *« c'est un réseau mais sa structuration n'est pas légale, car dans ce réseau bien vrai que nous avons un chef et des petits chefs, si je peux le dire ainsi. Mais dans le réseau ce qu'il faut comprendre est qu'il est fondé sur des secrets. Et pas besoin de se connaître tous autant que nous sommes »*.

Le petit chef est visible, il gère le ghetto, s'occupe de l'alimentation des migrants regroupés par nationalités et fait les préparatifs plus ou moins mystiques avant le voyage. Il est à différencier avec le grand chef qui pour remplir d'une manière efficiente son rôle a l'obligation de sortir du tranquille pour chercher des partenaires qui puisse le soutenir pour faire la traversée. Parmi ces partenaires, il y a le policier, les gardes côtes et les gardes frontalières.

Conclusion

La migration clandestine a trouvé les conditions de son développement suite aux difficultés extrêmes d'obtention des titres légaux de voyage au moment même où les conditions écologiques et économiques se sont détériorées dans les zones de départ. La situation a entraîné la mise en place de réseaux fonctionnels d'acteurs différents qui concourent à continuer à alimenter les circuits migratoires de façon clandestine avec tous les dangers qu'ils renferment. Ces acteurs de la migration sont regroupés en deux catégories que sont les acteurs altruistes et les acteurs mercantilistes et chacune de ces catégories a ses propres logiques. Aides, appuis, et soutiens dénudés d'intérêts motivent la première catégorie alors que la seconde catégorie est intimement plongée dans une logique économique mercantiliste. Dans tous les cas, ce travail de terrain a montré que l'industrie de la migration clandestine a de « beaux-jours » devant elle tant que les politiques de migration qui sont basées sur la dissuasion des migrants par le biais de campagnes de sensibilisation aux risques et de contrôles accrus vers des politiques qui s'attaquent aux inégalités structurelles mondiales qui entraînent la migration. De la même manière, une compréhension plus précise des aspirations personnelles et familiales au changement est à considérer et ainsi créer plus d'opportunités pour la migration légale.

Bibliographie

- Andersson, R. (2014). Hunter and prey: Illegal patrolling migration in the Euro-African borderlands. *Anthropological Quarterly*, 87 (1). Pp 118-149.
- ANSD (2013). Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage, Rapport Définitif.
- ANSD (2017). Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue).
- Beech, S.E., (2018). Adapting to change in the higher education system: International student mobility as a migration industry. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (4), 610-625.

- Carling, J. (2007). Unauthorized Migration from Africa to Spain. *International Migration*, 45(4): 3–37. doi:10.1111/j.1468-2435.2007.00418.
- Cranston, S., Schapendonk, J. and Spaan, E., (2018). New directions in exploring the migration industries. Introduction to special issue. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (4), 543--557.
- Cranston, S., Schapendonk, J. and Spaan, E., (2018). New directions in exploring the migration industries. Introduction to special issue. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (4), 543--557.
- Cross, H. M. (2009). 'The EU Migration Regime and West African Clandestine Migrants', *Journal of Contemporary European Research*. 5 (2), 171--187.
<http://www.jcer.net/ojs/index.php/jcer/article/view/175/148/>
- Deshingkar P., (2019), Victims of trafficking and modern slavery or agents of change? Migrants, brokers and the state in Ghana and Myanmar. *Journal of the British Academy* 7(s1), 77–106.
- Fekadu, A., Deshingkar P., and Tekalign A., (2019). Brokers, migrants and the state: *Berri Kefach* "dooropeners" in Ethiopian clandestine migration to South Africa, WP 56, Migrating out Of poverty, University of Sussex.
- Gammeltoft-Hansen T., and Sorensen N, (2013). *The Migration Industry and the Commercialization of International Migration*, New York/London : Routledge.
- Gueye, D. et Deshingkar, P. (2019), «Chacun pour soi et Dieu pour tous» : trafic de migrants, cokseurs, ghettos et voyages interrompus hors du Sénégal, Document de travail de Migration Out of Poverty, Brighton: School of Global Studies, Université du Sussex.
<http://www.migratingoutofpoverty.org/files/file.php?name=moop-smuggling-senegal-french-11.pdf&site=354>
- Gueye D., (2018), *Réfugiés et Déplacés du Conflit Casamançais à l'Épreuve de la Vulnérabilité*, in Revue Société Ecologie Humaine, Kaïros.
- Monzini, P. (2007). Sea-Border Crossings: The Organization of Irregular Migration to Italy. *Mediterranean Politics*, 12(2): 163–184. doi:10.1080/13629390701388679
- Ndiaye L. (2013). Mysticisme et identité négro-africaine. Activité politique et pratiques mystiques, in Éthiopique, numéro 90. <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article1863>
- Ndione B and Lalou R. (2005), Tendances récentes des migrations internationales dans le Sénégal urbain : Existe-t-il une dynamique de quartier ? Les exemples de Dakar, Touba et Kaolack, Documents de Recherche n° 1, Marseille, LPED.
- Ngom, A. (2017). Les Tentatives d'Émigration par la Mer de Jeunes Sénégalais de Casamance, *Revue des Sciences Sociales*, N° 57, Strasbourg.
- Pastore, F. (2006). Schengen's Soft Underbelly? Irregular Migration & Human Smuggling across Land & Sea Borders to Italy. *International Migration* 44(4), 95–118.
- Pian A. (2009). Aux nouvelles frontières de l'Europe . L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc .– Paris, La Dispute, 2009.
- Poeze, M. (2010). *In Search of Greener Pastures? Boat-migrants from Senegal to the Canary Islands*, 27 Leiden: African Studies Centre, African Studies Collection.
- Schapendonk, J., van Liempt, I., Schwarz, I., & Steel, G. (2018). Re-routing migration geographies: Migrants, trajectories and mobility regimes. *Geoforum*.
- Spaan, E., and T. Van Naerssen (2018). Migration Decision-making and Migration Industry in the Indonesia-Malaysia Corridor. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 44 (4): 680–695. doi:10.1080/1369183X.2017.1315523.
- Wee, K., Goh, C. and Yeoh, B.S. (2019). Chutes-and-ladders: the migration industry, conditionality, and the production of precarity among migrant domestic workers in Singapore in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(14), pp.2672-2688.
- Xiang, B. and Lindquist, J. (2014) 'Migration Infrastructure.' *International Migration Review*, 48:S122-S148.
- Zack, T., Matshaka, S., Moyo, K. and Vanyoro, K. (2019) MyWay? The circumstances and intermediaries that influence the migration decision-making of female Zimbabwean domestic workers in Johannesburg. Workingpaper 57. Migrating out of Poverty, University of Sussex, Brighton.